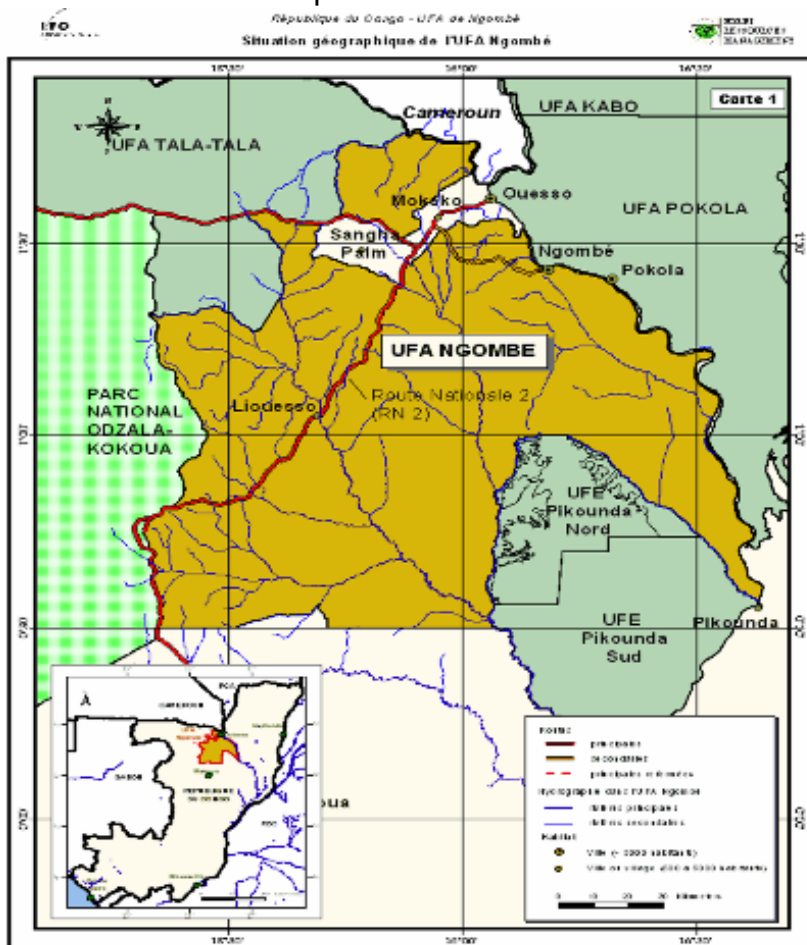


La région de la Sangha en République du Congo

La région de la Sangha est entièrement sous le contrôle de trois concessions : la société d'huile de palme Eco-Oil Energie SA ; le Parc national d'Odzala-Kokoua et la société Industrie forestière de Ouesso - IFO. Toutes trois ont des origines coloniales et continuent de déployer des gardes contre les habitants de la forêt pour les empêcher d'utiliser leurs terres ancestrales.

Il existe un risque sérieux que les industries extractives et le secteur de la conservation exercent un contrôle total sur les forêts tropicales en mettant en œuvre des « solutions fondées sur la nature ». (1) Sous ce vocable sont regroupés des projets de compensation de carbone à grande échelle et la création d'un plus grand nombre d'aires protégées, ainsi que la poursuite de l'exploitation forestière et des plantations industrielles d'arbres supposées « durables ». Néanmoins, il est important de comprendre les implications qu'un tel contrôle territorial peut avoir sur les communautés qui dépendent des forêts.

La région densément boisée de la Sangha, au nord de la République du Congo, offre un exemple de la façon dont des territoires peuvent se retrouver entièrement sous le contrôle des industries extractives et du secteur de la conservation. Trois concessions occupent la quasi-totalité de la région : une détenue par la société d'huile de palme Eco-Oil Energie SA, une par le Parc national d'Odzala-Kokoua et une par la société Industrie forestière de Ouesso - IFO (voir la carte).



Alors que le chaos climatique semble indiquer que les prétendues « solutions fondées sur la nature » relèvent plus du fantasme qu'autre chose, les trois entreprises au Congo sont principalement préoccupées par leurs activités et se font concurrence, tant par la propagande verte qu'elles diffusent que par les promesses qu'elles font aux communautés locales. Ce qui reste caché, cependant, c'est la nature profondément inégalitaire, raciste et patriarcale de telles concessions, qui trouvent leur origine à l'époque coloniale. Les trois entreprises ont déployé des gardes armés et/ou des policiers locaux contre les habitants de ces zones forestières pour les empêcher d'utiliser leurs terres ancestrales.

Cet article décrit certains des aspects qui révèlent l'identité de ceux qui se dissimulent derrière chacune des entreprises et leur perception des communautés locales.

Eco-Oil Energie

Le palmier à huile pousse naturellement dans les forêts de la région de la Sangha. Les sites archéologiques montrent qu'il existe une longue tradition de plantations de palmiers à huile par les communautés forestières, en particulier par les femmes.

Le modèle radicalement différent des plantations industrielles de palmiers à huile trouve ses racines à l'époque coloniale, lorsque la Compagnie française du Haut et du Bas Congo (CFHBC) a obtenu une concession de 7,5 millions d'hectares, couvrant une surface équivalente à la superficie cumulée de la Belgique et des Pays-Bas, pour commencer à produire de l'huile de palme à l'échelle industrielle. Après l'indépendance, en 1983, la société a été rebaptisée Sangha Palm, une société d'État qui avait à l'époque une superficie de plantation de 33 000 hectares. En 1990, et en raison d'une crise financière qui sévissait alors, l'usine d'huile de palme de la Sangha a été fermée et les plantations ont été abandonnées par la société. (2)

Après le départ de Sangha Palm, les paysans, en particulier les femmes pour qui le palmier à huile fait partie intégrante de leur culture, ont continué à récolter les noix de palme de la plantation de Sangha Palm. Elles produisaient de l'huile de palme selon des méthodes artisanales et vendaient l'huile sur les marchés locaux, ce qui leur procurait une importante source de revenus. Une paysanne expliquait à cette époque : « [...] nous avons toujours extrait l'huile de palme. Avec l'argent que nous gagnons en vendant notre huile, nous achetons des médicaments et des vêtements pour nos enfants. » (3)

Mais tout cela a pris fin lors de la création d'Eco-Oil Energie en 2013, après que des investisseurs malaisiens ont négocié un accord avec le gouvernement congolais pour reprendre le contrôle des plantations d'huile de palme de la Sangha. Ils ont également pris le contrôle de milliers d'hectares de plantations dans la région de la Cuvette, qui appartenaient à une autre entreprise publique de palmiers à huile, la Régie nationale des palmeraies du Congo (RNPC).

Eco-Oil Energie SA Malaysia a reçu une concession de 25 ans sur 50 000 hectares et a annoncé qu'elle récupérerait ce qu'elle a appelé des plantations « abandonnées », sans tenir compte de l'importance de ce territoire pour les moyens de subsistance et le bien-être de la population locale. En 2015, le projet avait reçu environ 89 millions de dollars de ses investisseurs malaisiens. BGFIBank, basée au Gabon et Ecobank, basée au Togo, ont également investi dans le projet. Le projet de l'entreprise envisageait l'investissement dans les plantations ainsi que dans la production d'huile de palme, de margarine et de biodiesel. À l'époque, il a été annoncé que le biodiesel devait approvisionner à la fois le marché intérieur et les marchés d'exportation. La société a également annoncé son objectif de porter la superficie de ses plantations à 300 000 hectares à l'avenir (4).

Les plantations de palmiers à huile sont l'une des principales causes de déforestation dans le monde. Le directeur d'Eco-Oil Energie a affirmé en 2015 que l'entreprise ne replantait que des plantations dites « abandonnées », tout en conservant la forêt restante (5). Cependant, un rapport critique de consultants qui ont visité une zone de concession Eco-Oil en 2016 fait état de déforestation, de pratiques illégales et de conflits avec les communautés, entre autres, dans la région de la Cuvette. (6).

Outre les investisseurs malaisiens, le président-directeur général d'Eco-Oil Energie, Claude Wilfred Etoka, a largement profité des activités de l'entreprise. L'un des propriétaires d'Eco-Oil Energie est une société enregistrée en Suisse appelée Eco Oil Energie Sarl, qui à son tour appartient à une société enregistrée à Chypre sous le nom de WEC Group. (7) C. W. Etoka est le seul actionnaire d'Eco-Oil Energie Sarl.

C. W. Etoka est une figure pour le moins controversée, son nom étant lié à de nombreuses pratiques illégales. La coalition « Opening Central Africa » a accusé C. W. Etoka d'être l'« homme de paille » des systèmes de blanchiment d'argent du président Sassou (8). Selon les recherches de Global Witness et Mediapart, C. W. Etoka a servi d'intermédiaire auprès d'investisseurs internationaux pour la privatisation des deux anciennes sociétés d'huile de palme de l'État, Sangha Palm et RNPC, afin de créer Eco-Oil Energie. Mais cela n'a pas été sa seule initiative. Il a fait de même pour 45 autres entreprises publiques et construit ainsi un immense empire commercial en République du Congo qui couvre les secteurs de l'extraction pétrolière, de l'agro-industrie et de la fabrication. (9)

Certains accords d'investissement signés par C. W. Etoka pour le compte d'Eco-Oil Energie ces dernières années indiquent que la société est en train d'étendre ses activités et sa zone de production au-delà de l'huile de palme. Par exemple, Eco-Oil a signé un accord avec une entreprise israélienne en 2018 pour investir dans la culture de mangues et d'oranges pour la production de jus (10) et un autre en 2019 avec Camaco, un investisseur chinois, pour investir dans la fabrication de matériel agricole (11).

Industrie forestière de Ouesso (IFO)

La société Industrie forestière de Ouesso (IFO) possède une concession forestière de 1,16 million d'hectares dans le nord de la République du Congo. IFO appartient à la société suisse Interholco, qui a repris la concession d'une société d'État appelée SCBO en 1999. La SCBO a été créée en 1985. Interholco est une filiale de la société Danzer, une entreprise de transformation du bois basée en Autriche.

La société Danzer a été fondée en 1932 par l'Allemand Karl Danzer et a profité de l'importation et du commerce de bois tropicaux. En 1962, Interholco a été fondée en Suisse et a repris la commercialisation du bois africain pour les marchés principalement européens. Les bureaux de Danzer ont été transférés de Suisse en Autriche en 2015, entre autres, pour bénéficier d'avantages fiscaux. (12)

Les activités forestières d'IFO sont certifiées par le FSC et prétendent être « la plus grande concession forestière contiguë certifiée de bois dans les régions tropicales ». (13) Il est toutefois avéré que le système de certification FSC n'offre aucune garantie aux consommateurs de produits de bois tropicaux, notamment en ce qui concerne la conservation de la zone certifiée et le bien-être social des communautés assuré à l'intérieur de la zone de concession (14). En ce qui le concerne, le groupe Danzer a réussi à perdre son certificat FSC en 2011. Cela était dû à la décision du FSC de se dissocier de l'entreprise après que Greenpeace a révélé les activités de SIFORCO, la filiale de

Danzer en RDC, notamment l'exploitation forestière illégale systématique et son implication dans des violations des droits humains. (15)

Cette décision a également mis en cause le WWF, car Danzer était l'un des principaux partenaires de l'initiative « Global Forest and Trade network » de cette organisation. (16) En 2014, cependant, le WWF s'est félicité dans un communiqué de presse du fait qu'IFO avait de nouveau reçu son certificat de FSC, qui se contente d'exhorter l'entreprise « à appliquer des règles strictes de lutte contre le braconnage » (17).

Ces règles sont probablement liées au fait que l'entreprise indique qu'environ 16 000 personnes vivent à l'intérieur de la zone de concession, y compris des communautés autochtones. L'entreprise déclare qu'elle dispose d'environ 40 « éco-gardes » chargés de patrouiller en permanence dans sa zone contre « la cueillette illégale, le braconnage, le commerce de viande de brousse et les changements irréversibles » (18).

En 2015, IFO, Eco-Oil Energie, le WWF et d'autres partenaires ont été impliqués dans un projet approuvé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), avec un financement de plus de 3 millions de dollars, dans le but de renforcer les aires protégées de la République du Congo. En 2018, l'ONG Survival International a déposé, au nom du peuple autochtone Baka, une plainte contre le FEM et les autres promoteurs impliqués dans le projet. Les Baka ont affirmé avoir été expulsés de leurs terres. (19) Une équipe d'enquêteurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a rassemblé des éléments prouvant que le peuple Baka avait été soumis pendant des années à des violences et à des sévices physiques de la part des gardes, notamment des passages à tabac, une criminalisation et des emprisonnements illégaux, l'incendie et la destruction de biens, le viol et l'humiliation de femmes forcées à se déshabiller, entre autres atrocités. (20) Le PNUD a finalement suspendu le projet. Cela montre les conséquences possibles de ce type de patrouilles pour les habitants des zones forestières que des entreprises comme IFO prétendent protéger.

Le parc national d'Odzala-Kokoua

La création du Parc en 1935 s'est traduite par l'appropriation de la plus grande superficie forestière dans la même région, avec 1,35 million d'hectares. Depuis 2010, le contrôle du Parc est entièrement entre les mains d'African Parks Network, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement congolais pour une durée de 25 ans. (21)

African Parks Network a été créé en 2000 et se présente sur son site Internet comme une organisation à but non lucratif qui gère 19 parcs nationaux et aires protégées dans 11 pays d'Afrique. L'organisation est néanmoins enregistrée en tant que société en Afrique du Sud. Le président de la société est Son Altesse Royale le prince Henry de Galles, membre de la famille royale britannique.

L'entreprise contrôle une superficie totale de 14,7 millions d'hectares en Afrique, soit environ la moitié de la superficie de l'Italie, et elle a l'intention de s'étendre encore plus afin de gérer 30 parcs d'ici 2030. Elle insiste sur le fait que la capture du carbone est l'un des avantages potentiels de ses parcs, ce qui montre l'intérêt du Réseau pour la vente de crédits de carbone comme source de revenus supplémentaire. Bien qu'elle soit prétendument à but non lucratif, la société exerce des activités commerciales dans le parc national d'Odzala-Kokoua, qui comprend des « Camps de découverte » où les touristes peuvent se rendre par vols charters depuis la capitale congolaise Brazzaville. Cependant, très peu d'habitants de Brazzaville ont la possibilité de profiter d'un tel tourisme de luxe. Une visite dans le Camp de découverte d'Odzala de 4 jours, par exemple, coûte 9 960 USD par personne. (22)

Derrière African Parks Network se trouve également tout un ensemble de gouvernements, d'institutions multilatérales, d'organisations de conservation, de fondations familiales et de particuliers qui financent ses activités de conservation. Parmi les partenaires du parc national d'Odzala-Kokoua en République du Congo figurent des groupes de conservation tels que le WWF, le gouvernement congolais et l'Union européenne.

Si le parc a été créé en 1934, African Parks Network lui-même déclare que « les humains occupent la région depuis 50 000 ans ». Elle poursuit en affirmant que 12 000 personnes vivent encore autour du parc, « *et pourtant*, c'est encore l'une des zones les plus diversifiées sur le plan biologique et les plus riches en espèces de la planète » (c'est nous qui soulignons). Par cette affirmation, plutôt que de reconnaître la contribution des habitants au maintien de la forêt après tous ces milliers d'années, l'entreprise précise qu'à ses yeux, la présence humaine n'est pas compatible avec l'objectif de conservation de la forêt ; c'est *malgré* la présence des communautés qu'il reste encore de la biodiversité.

African Parks Network prétend protéger le parc « avec une équipe d'éco-gardes renforcée et d'autres techniques de maintien de l'ordre, en plus d'investir dans « la modification des comportements humains ». Pour atteindre cet objectif, APN reçoit le soutien du Département d'État américain, qui « a commencé à fournir un soutien en 2018 et a engagé plus de 3 millions de dollars pour les uniformes, l'équipement et la formation des gardes forestiers », ainsi que pour le « développement du leadership », pour aider à atteindre une « capacité accrue à perturber le commerce illégal d'espèces sauvages et à promouvoir la stabilité régionale ». Ces affirmations et points de vue sur la conservation montrent clairement que pour ce réseau et ses bailleurs de fonds et alliés, les personnes vivant dans et autour des forêts sont considérées comme une menace et que leurs activités de conservation peuvent être mieux gérées sans eux.

À l'heure actuelle, d'autres concessions de grande superficie sont accordées en République du Congo, ce qui va dans le sens des stratégies des industries extractives et du secteur de la conservation. Cependant, l'intérêt des entreprises et des pays du Nord est de continuer à extraire des minéraux, du bois, de l'huile de palme et d'autres produits, ainsi que de faire des affaires avec le secteur de la conservation, ce qui représente une caractéristique commune et constante de ces vastes projets.

Cependant, ce qui reste aux communautés depuis l'époque de la colonisation européenne, ce sont des terres et des zones forestières auxquelles elles n'ont plus accès, et chaque fois qu'elles tentent d'y entrer, elles sont confrontées à une oppression violente, raciste et patriarcale, y compris désormais de la part des « éco-gardes ».

Le Secrétariat du WRM

- (1) Bulletin du WRM 255, [« Solutions fondées sur la nature » : dissimuler un immense accaparement des terres](#), avril 2021
- (2) WRM, [Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur](#). 2013
- (3) Idem
- (4) Farmlandgrab, [Eco-Oil Energie investira 350 milliards dans un projet agroalimentaire au Congo](#), 2015
- (5) [Eco-Oil Energie SA](#), 2015
- (6) Rapport de mission pilote REDD+. [Sur la thématique « autorisation de déboisement » pour la consolidation d'une approche d'observation indépendante des exigences du processus REDD+ en République du Congo](#), 2016

-
- (7) Wikipedia, [Claude Wilfrid Etoka](#)
 - (8) Opening Central Africa, [Christel Palace : pillage clanique sous les tropiques](#)
 - (9) Global Witness, [Ce qui se cache sous terre](#), 2020
 - (10) Israel Science Info, [Goutte-à-goutte : une fruiterie de 700 ha au Congo-B irriguée grâce à Rivulis \(Israël\)](#), 2018
 - (11) Panapress, [Accord de partenariat entre la société congolaise Eco-Oil énergie et la chinoise Camaco](#), 2019
 - (12) [Danzer Group](#)
 - (13) Lesprom, [Danzer subsidiary IFO renews its FSC certificates for the Republic of the Congo](#), 2014
 - (14) Voir les informations sur le FSC sur le [site web du WRM](#), et [FSC-Watch](#)
 - (15) Greenpeace, [Danzer feels the bite as the FSC show its teeth](#), 2013
 - (16) FSC-Watch, [Another FSC and WWF flagship company in Africa bites the dust as Danzer sells SIFORCO](#)
 - (17) WWF, [Largest forest concession in the Congo Basin receives FSC certification](#), 2015
 - (18) Global Compact Network, [Sustainable Hardwood – Made in Africa, good for forest, people and planet](#)
 - (19) UNDP, Social and Environmental Compliance Unit SECU, [Integrated and Transboundary Conservation of Biodiversity in the Basins of the Republic of Congo](#), 2018
 - (20) The Guardian, [Armed ecoguards funded by WWF 'beat up Congo tribespeople'](#), 2020
 - (21) [African Parks](#)
 - (22) [Congo Conservation Company](#), tarifs 2021